

Trois cents mineurs des Asturies sont assignés à résidence dans des localités d'Estrémadure

(De notre corr. particulier.)

Madrid, 27 août. — Trois cents mineurs des Asturies ont été envoyés hors de leur province dans la nuit de samedi à dimanche. Les autorités leur ont fixé comme résidence obligatoire des localités des provinces de Caceres et de Badajoz, en Estrémadure. Cette mesure est la première réaction officielle devant la vague croissante de grèves dans les charbonnages. La suspension de l'article 14 du Fuero des Espagnols (qui établit la liberté de résidence pour tous les citoyens) avait été décidée pour deux ans au mois de juin dernier, à la suite de la réunion de Munich, à laquelle avaient été invités plusieurs groupes d'Espagnols de l'opposition.

Un certain nombre de mineurs déportés sont d'anciens condamnés politiques des « camps de travail » installés dans les vallées du Nalon et du Caudal, qui, une fois leur condamnation accomplie, décidèrent de rester en Asturies au lieu de retourner dans leurs provinces d'origine, où beaucoup avaient perdu leurs familles pendant la guerre civile. Parmi les déportés figurent notamment le jeune mineur César Rodriguez qui fut à l'origine de la grève commencée le 17 août dernier.

Le gouvernement a pris cette mesure d'assignation à résidence à la suite de l'extension du mouvement enregistré samedi dernier. Trois nouveaux puits, ceux d'Aramil, de Carrio et de La Rimoria, appartenant à la compagnie Duro Felguera, furent fermés le matin par le gouverneur civil. L'après-midi, la grève faisait encore des progrès et gagnait les puits de San-Luis, San-Mames et Espin, dans le bassin du Nalon, les charbonnages de Veguin, les mines Dominica et Charbons asturiens dans la vallée du Caudal, et les puits Santiago et Dos Amigos dans la vallée de l'Allern, qui jusqu'alors n'avait pas été touchée par le mouvement.

Les correspondants de presse envoyés dans la région d'Oviedo indiquent que la bourgeoisie asturienne s'inquiète du développement de ce mouvement « sourd et muet », sans dirigeants et sans consignes apparentes, et que les haines de la révolution d'octobre 1934 et de la guerre civile de 1936 ne sont pas oubliées.

A Madrid, on remarque que la hiérarchie ecclésiastique ne semble pas disposée à se prononcer devant la grève actuelle comme elle l'avait fait au printemps dernier. Dans les sermons de dimanche, les prêtres asturiens ne font aucune allusion aux conflits et l'on n'enregistre aucune activité des dirigeants des organisations catholiques ouvrières. On croit savoir dans la capitale que le caractère « extra-social » des grèves aurait poussé la hiérarchie à garder le silence sans condamner pour autant le mouvement, ce qui peut signifier un recul par rapport à l'attitude adoptée il y a quelques mois.

Quant aux groupes de l'opposition, ils n'ont pas fixé leur attitude. Cepen-

dant un intéressant document a été remis aux correspondants étrangers, aux ambassades et aux organismes internationaux.

Dans ce document, les représentants des groupes d'opposition démocratiques non communistes constitués en « Comité national de coordination », annoncent qu'ils ont décidé de rompre « les relations d'amitié et d'information maintenues jusqu'à présent avec l'ambassade de Etats-Unis ».

La décision adoptée fait suite à la visite en Espagne de M. Adlai Stevenson, ambassadeur américain à l'O.N.U., et aux conversations qu'eut au début de ce mois avec le vice-président du gouvernement, le général Munoz Grandes, et le ministre des affaires étrangères, M. Catiella. Le Comité national de coordination estime « que c'est sans aucune justification suffisante d'ordre international que le gouvernement d'Etats-Unis apporte une fois de plus une aide particulière au régime « Franco », qui « a été fort ébranlé par les grèves du printemps, les critiques formulées par l'Eglise, la réunion de dirigeants de l'opposition à Munich et l'isolement consécutif de l'Espagne par rapport à l'Europe ».

Ce document — il paraît utile le préciser — porte la date du 27 août, et a donc été rédigé avant déclenchement des grèves asturiennes. On se souvient que le Com avait alors accordé un délai quinze jours à l'ambassadeur américain à Madrid, M. Robert Woodward, pour qu'il reçoive plusieurs de ses représentants qui lui expliqueraient les raisons pour lesquelles jugeait « inopportune » la visite de M. Stevenson. Ce Comité (qui groupait des dirigeants de l'Union espagnole (monarchiste), de la démocratie chrétienne, du parti socialiste et d'autres organisations démocratiques non communistes, exigeait que l'ambassade fasse publier par la presse espagnole un communiqué rendant compte de l'entrevue. M. Woodward ne répondit pas à cette requête.

LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE SE REND EN ARABIE SAÛDITE

Amman, 27 août (A.F.P.). — Le roi Hussein de Jordanie, accompagné de son premier ministre M. Wasfi Tell, s'est rendu à Taïef en Arabie Saoudite, pour y rencontrer le roi Saoud, annonce un communiqué officiel publié dimanche.

D'après ce communiqué, il s'agit d'une « visite privée », mais on croit savoir dans les milieux irakiens d'Amman que les entretiens des deux souverains pourraient revêtir une certaine importance.

Bien qu'appartenant à des familles royales rivales, les rois Hussein et Saoud ont entretenu ces dernières années des relations amicales, surtout depuis le renouveau de la monarchie en Irak par le président Nasser.